

The logo for the French Socialist Party (PS), consisting of the letters 'PS' in a bold, red, sans-serif font.

Paris, le 31 mai 2011

Communiqué du bureau national

La prime de 1000 euros se dégonfle

Symbole de la politique menée par ce gouvernement, la prime de 1000 euros, annoncée comme la mesure censée améliorer le pouvoir d'achat des français et mieux répartir les richesses, ne restera qu'un gadget médiatique. A la lecture de l'article 1er du projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale, consacré à cette prime, on comprend que sa mise en place a été pensée pour que la très grande majorité des salariés n'en voit jamais la couleur.

Simple redéploiement de mécanismes déjà existants, comme l'intéressement ou la participation, cette prime n'est obligatoire que pour les grandes entreprises dont les dividendes sont en « *en augmentation par rapport à la moyenne des deux exercices précédents* ». Dans les entreprises de moins de 50 salariés, elle ne sera versée uniquement si l'employeur le décide ! Il s'agit surtout d'une fausse prime de 1000 euros, puisqu'aucun montant minimal n'est prévu par la loi !

En parallèle, les actions du gouvernement convergent toutes pour miner le moral des Français et détériorer leur pouvoir d'achat. Ce sont près de 10 millions de salariés au SMIC à qui le gouvernement a refusé systématiquement d'accorder le moindre coup de pouce. Ce sont 5,2 millions d'agents publics qui voient leur pouvoir d'achat gelé. Ce sont des millions de Français asphyxiés par les hausses du prix du gaz et de l'électricité que le gouvernement laisse filer ou encore par l'augmentation des loyers qu'il refuse d'encadrer. Les Français ne sont pas dupes, ils ont compris que s'il y a bien un frein à l'amélioration de leur pouvoir d'achat, c'est bien ce gouvernement.

Parce que chaque Français aura pu constater que le « *travailler plus pour gagner plus* » n'était bien qu'un slogan de campagne, et parce que nous souhaitons rendre aux Français le pouvoir d'achat que ce gouvernement leur a pris, nous organiserons, dès 2012, une conférence salariale, dont l'objectif sera d'augmenter les salaires, pour plus de justice et pour plus de croissance.